

Surendettement : prévenir plutôt que guérir

Sommaire exécutif
Juin 2009

Cette recherche visait à étudier les motivations pour lesquelles les ménages consultent les organismes d'aide en finances personnelles, à quel stade de l'évolution de leur endettement choisissaient-ils d'y recourir et à s'informer des services qu'espéraient alors y recevoir ces ménages. À partir d'une meilleure compréhension de ces phénomènes, l'Union des consommateurs espérait être en mesure d'élaborer des stratégies de communication destinées à cibler et rejoindre une clientèle de ménages en proie avec des difficultés financières et à les diriger vers des services d'aide budgétaire qui leurs conviennent avant qu'ils ne se retrouvent avec un problème d'endettement insoluble.

Pour obtenir les renseignements nécessaires à notre enquête, nous avons mené un sondage auprès de ménages ayant participé à des consultations budgétaires personnalisées ou à des ateliers ou cours sur le budget. L'enquête s'est déroulée sur une période de quatre mois, soit de novembre 2008 à février 2009 ; 39 ménages reçus en consultation budgétaire et 29 ménages inscrits à un cours ou un atelier sur le budget ont rempli le questionnaire. Le volet se rattachant à l'analyse des stratégies de communication, sur la base des données recueillies lors du sondage et des renseignements fournis par les ACEF participantes, fût confié à un spécialiste dans le domaine.

Une large part de nos répondants (soit 70 % des consultations budgétaires et 48 % des ateliers) a pris contact avec les ACEF lorsqu'ils ont fait le constat de la gravité de leur situation d'endettement et qu'ils peinaient à en supporter les conséquences. La méconnaissance des organismes d'aide (les Associations coopératives d'économie familiale (ACEF) dans notre cas) et celle des services que ces dernières offrent sont aussi, évidemment, des éléments majeurs quant à la décision d'y demander de l'aide. Parmi les ménages estimant être en difficulté, 79% ignoraient l'existence des ACEF avant d'être touchés par un problème d'endettement (33 des 42 ménages en cause) tandis que 12 des 26 ménages sans endettement problématique l'ignoraient.

D'autre part, la revue de littérature a démontré que le pouvoir d'achat de la classe moyenne a très peu augmenté depuis 1980 ; pour les classes moins favorisées, il a stagné, voire régressé. Seule une faible portion de la population, mieux nantie, a véritablement profité de la croissance économique. Aussi, l'expansion et la libéralisation du crédit à la consommation ont été très importantes durant cette même période. Le nombre de cartes de crédit en circulation n'a cessé de croître, de nouveaux produits de crédit ont fait leur apparition, tels les marges de crédit et les formules « achetez maintenant, payez plus tard » ou « X dollars par mois ». Il n'est plus nécessaire, de nos jours, d'épargner à l'avance le montant requis pour l'acquisition d'un bien ou l'obtention d'un service; un produit de crédit est disponible et, grâce au paiement par versements, les consommateurs peuvent jouir dès maintenant du bien ou du service qu'ils convoitent ou dont ils ont besoin. Les institutions financières font preuve de beaucoup d'imagination et de détermination quand il s'agit de faire connaître leurs nombreux produits

La force d'un réseau

Nos membres réguliers

ACEF ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
ACEF AMIANTE – BEAUCE – ETCHEMINS
ACEF DE L'EST DE MONTRÉAL

ACEF DE L'ÎLE-JÉSUS
ACEF DE LANAUDIÈRE
ACEF DU NORD DE MONTRÉAL
ACEF ESTRIE

ACEF GRAND-PORTAGE
ACEF MONTRÉGIE-EST
ACEF RIVE-SUD DE QUÉBEC
ACQC

6226, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) Canada H2S 2M2
T : 514 521 6820 | Sans frais : 1 888 521 6820 | F : 514 521 0736
union@consommateur.qc.ca | www.consommateur.qc.ca/union

financiers et les offres s'adressent au plus large bassin de clientèle possible, abstraction faite de la capacité de ces différentes clientèles d'assumer et de gérer ce crédit.

C'est ainsi qu'en 2008, on en arrive à une situation où les ménages n'ont presque plus d'épargne et où leur endettement a atteint un sommet historique.

Un manque de connaissances financières est aussi pointé du doigt pour expliquer en partie ce haut taux d'endettement. Plusieurs intervenants soulignent l'importance d'élaborer une stratégie exhaustive pour augmenter les connaissances des Canadiens en matière financière.

Cette recherche fait état de plusieurs causes reliées à l'endettement problématique et les recommandations visent à donner des pistes de solution. En voici quelques-unes :

- Que les gouvernements des provinces s'assurent que les dispositions législatives existantes qui visent à limiter le surendettement soient appliquées très strictement;
- Que les émetteurs de crédit soient tenus, avant d'octroyer du crédit, de requérir et d'obtenir les renseignements exacts et complets nécessaires à une appréciation adéquate de la solvabilité réelle du demandeur de crédit;
- Que le gouvernement fédéral assure l'élaboration et la mise en place d'une stratégie nationale en matière d'éducation aux finances personnelles;
- Que les gouvernements fédéral et provinciaux, en collaboration avec les organismes communautaires, mettent sur pied une campagne de sensibilisation visant à briser les tabous relatifs à l'endettement problématique et à encourager la demande d'aide pour les individus et ménages qui en auraient besoin.

Les organismes communautaires de consultation budgétaire sont invités, notamment, à travailler à l'élaboration d'outils qui permettraient de renforcer l'image et d'insister sur la pertinence de la mission des ACEF, en vue d'augmenter la visibilité des organismes (ACEF) et à développer des outils de communications communs, avec une portée plus grande que le territoire géographique couvert par chaque organisme.

English version available on our website.

Le présent document résume un rapport de recherche publié par l'Union des consommateurs en 2009, et réalisé dans le cadre d'un projet de recherche financé par le Bureau de la consommation d'Industrie Canada. Ce rapport de recherche est disponible en français sur notre site Internet.